

RAPPORT DE SITUATION N° 2. du 29 MAI 2020

INTRODUCTION

Alors que la pandémie de COVID-19 continue de se propager en Afrique, notre rapport de situation bimensuel entend fournir des informations opportunes qui sont le fruit des remontées que nous recevons des petits exploitants agricoles et de nos partenaires sur le terrain dans 11 pays d'Afrique subsaharienne (1). Nous vous invitons à nous faire part de vos commentaires à l'adresse suivante : SITREPS@AGRA.ORG

(1) Ghana, Rwanda, Nigeria, Ouganda, Burkina Faso, Mali, Kenya, Éthiopie, Mozambique, Malawi, Tanzanie

POINT DE LA SITUATION AU 29 MAI 2020

L'insécurité alimentaire s'accroît en raison de l'impact de la pandémie de COVID-19 sur la chaîne d'approvisionnement, car les cas de COVID-19 en Afrique augmentent plus lentement que sur les autres continents.

En l'absence de mesures politiques énergiques, la pandémie de COVID-19 pourrait se transformer en une crise de la dette prolongée pour de nombreux pays en développement

Les gouvernements des pays membres de l'AGRA restent en alerte pour faire face à l'épidémie de COVID-19. Aussi doivent-ils faire des choix difficiles tout en assouplissant les restrictions pour permettre aux entreprises de reprendre leurs activités

Le commerce transfrontalier et national dans le secteur agricole continue de souffrir, mais les gouvernements élaborent des réponses, notamment des programmes d'achat de céréales, des programmes de subvention des intrants et de protection sociale

L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE S'ACCROÎT AVEC LA PROPAGATION DU COVID-19 EN AFRIQUE

L'insécurité alimentaire a continué à augmenter en Afrique au rythme de la propagation de la pandémie - quoique plus lentement que sur les autres continents. Le nombre de décès dus à la pandémie dans les pays où opère l'AGRA reste faible - 468 au total - et 20 058 cas signalés au 24 mai 2020.

Le Dr Matshidiso Moeti de l'Organisation mondiale de la santé d'expliquer que si le COVID-19 a peu de chances de se développer de façon exponentielle en Afrique comme il l'a fait dans d'autres régions du monde, il pourrait toutefois faire partie intégrante de nos vies dans les années à venir, à moins que les

gouvernements de la région n'adoptent une approche proactive. Le FMI prévoit également une lente reprise économique. Dans une interview à Politico, la directrice générale du FMI, Kristalina Georgieva, a [prédict](#) qu'il faudrait attendre jusqu'en 2023 pour que l'économie mondiale retrouve son niveau d'avant l'apparition du coronavirus. « Le choc le plus grave s'est déjà produit », a-t-elle déclaré, notant que 170 pays sont entrés dans une phase de croissance économique négative depuis le mois de mars, et que l'économie mondiale va probablement se contracter davantage au-delà de l'estimation actuelle du FMI de -3 % du PIB en 2020.

LES PRIX DES DENRÉES ALIMENTAIRES AUGMENTENT ET PROVOQUENT UNE INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE ACCRUE EN RAISON DE L'IMPACT DES CATASTROPHES NATURELLES ET DES RESTRICTIONS DES DÉPLACEMENTS

En Afrique de l'Est et de l'Ouest, les catastrophes naturelles empêchent les agriculteurs de planter et de récolter aux périodes habituelles. Il s'agit notamment d'invasions acridiennes en Afrique de l'Est et d'inondations en Afrique de l'Est et de l'Ouest. Les inondations en Ouganda, par exemple, ont entraîné la famine de 2,4 millions de personnes (24 mai 2020 ; Source : Mise à jour du Bureau du Premier ministre ougandais).

Dans certains pays ciblés par les programmes de l'AGRA, nous constatons une augmentation des prix des denrées alimentaires. Cela s'explique par le fait que moins de denrées alimentaires sont transportées vers les marchés centraux, et aussi par le fait que, en raison des restrictions imposées par les différents gouvernements, moins de vendeurs peuvent se rendre sur les marchés encore ouverts. C'est le cas de l'Ouganda qui a vu les prix des denrées alimentaires [augmenter fortement depuis la mi-mars](#). Cette situation est due en partie à l'interdiction d'utiliser les transports publics et à l'obligation faite aux vendeurs de dormir sur les marchés pour éviter de contaminer leurs familles restées à la maison. Une [étude de McKinsey](#) sur l'impact du COVID-19 au Kenya a indiqué que, alors que les prix de la plupart des produits de base continuent de baisser, le maïs et le riz affichant des hausses de moins de 10 %, les prix des denrées alimentaires augmentent de 5 à 10 %. Au Nigeria, en grande partie à cause des restrictions des déplacements liées au COVID-19, le taux de pauvreté nationale a augmenté de 15 %. Elle touche désormais environ 30 millions de personnes. (Source : rapport de l'IFPRI du 6 mai)

EN L'ABSENCE D'UNE ACTION POLITIQUE ÉNERGIQUE, LA PANDÉMIE DE COVID-19 POURRAIT SE TRANSFORMER EN UNE CRISE DE LA DETTE PROLONGÉE POUR DE NOMBREUX PAYS EN DÉVELOPPEMENT

Les risques d'endettement dans les pays en développement étaient déjà élevés avant l'apparition de la pandémie. Ils se concrétisent désormais. Le service élevé de la dette entrave la riposte immédiate des pays en développement au COVID-19 et prive ces pays des investissements nécessaires aux objectifs de développement durable (ODD) des Nations unies. Une crise de la dette [freinerait de façon spectaculaire le développement durable](#).

Signe encourageant, au Mali, pays cible de l'AGRA, l'allègement de la dette annoncé par les gouvernements membres du G20 et du Club de Paris des nations créancières permettra au gouvernement malien d'économiser 23 milliards de francs CFA (40 millions de dollars) sur le service de la dette. Cette mesure intervient après que les pays du G20 et les membres du Club de Paris ont convenu de geler le paiement de la dette des 77 pays les plus pauvres à partir du 1^{er} mai jusqu'à la fin de l'année.

Nous continuons à suivre ce dossier de près car les défaillances des États pourraient avoir un effet négatif sur les petits exploitants agricoles qui ont besoin d'un accès au financement pour développer leur activité - pour acheter des intrants par exemple, pour augmenter leurs rendements, ou pour investir dans la mécanisation afin d'accroître l'efficacité de la récolte.

LES GOUVERNEMENTS DOIVENT FAIRE DES CHOIX DIFFICILES POUR SORTIR DU CONFINEMENT

Vu la persistance de la pandémie de COVID-19 et la nécessité pour les économies de continuer à fonctionner, les gouvernements élaborent des stratégies de sortie progressive du confinement en fonction de leur contexte et de la nature de la prévalence de la pandémie dans leur pays. Des pays tels que le Nigeria, l'Afrique du Sud, le Rwanda, le Ghana et le Kenya ont élaboré des stratégies de déconfinement. Celles-ci font l'objet de révisions à la lumière de l'incidence de la contraction de leur économie qu'ils continuent de faire fonctionner.

Un rapport publié le 9 mai par la CEA a noté les arbitrages difficiles que les gouvernements africains sont appelés à opérer pour sortir du confinement. D'après ce rapport, un mois de confinement total en Afrique coûterait au continent environ 2,5 % de son PIB annuel, soit l'équivalent d'environ 65,7 milliards de dollars par mois. Ce chiffre est distinct et vient s'ajouter à l'impact externe plus large du COVID-19 sur l'Afrique, qui est dû à la baisse des prix des matières premières et des flux d'investissement.

LES RESTRICTIONS AUX DÉPLACEMENTS SONT LEVÉES PROGRESSIVEMENT, MAIS LE COMMERCE TRANSFRONTALIER ET NATIONAL CONTINUE DE SOUFFRIR

Les pays d'Afrique restent en alerte pour faire face à l'épidémie de COVID-19. Toutefois, les gouvernements ont lentement commencé à lever les restrictions pour permettre aux entreprises de reprendre leur activité. Les pays ayant levé les restrictions font l'objet d'une surveillance rapprochée. Au Ghana, où les restrictions à la libre circulation des personnes ont été levées et où les vols intérieurs ont repris début mai, on a constaté une augmentation inquiétante des cas de COVID-19 au cours des dernières semaines. Le nombre de cas a plus que triplé, passant d'environ 2 000 début mai à plus de 7 000 le 25 mai. Au Nigeria, où le confinement a été levé le 4 mai, le nombre de cas a fortement augmenté, passant de 2 170 le 1^{er} mai à près de 9 000 le 25 mai, avec des épicentres à Lagos et Kano. Dans le même temps, les pays commencent à mesurer le coût de l'impact du COVID-19 ; le Nigeria s'attend à une baisse de 15 % de la contribution du secteur agricole au PIB du pays par rapport aux prévisions d'avant COVID-19. (Source : rapport de l'IFPRI du 6 mai)

Enseignements tirés par l'AGRA d'un webinaire avec ses partenaires et des représentants du secteur des semences de l'Ouganda. Les agriculteurs ont du mal à accéder aux intrants en raison des restrictions de mouvement à l'intérieur des pays. Alors que l'agriculture a été classée en Ouganda comme secteur essentiel, l'accès physique aux intrants par les agriculteurs a été affecté par l'interdiction d'utiliser les transports publics et privés. Les agriculteurs ne peuvent pas se rendre à pied aux magasins d'intrants - dont certains sont situés loin de leurs lieux d'habitation - et, même lorsqu'ils le peuvent, ils ne peuvent en transporter qu'une quantité limitée sur leur dos ou sur d'autres moyens de transport alternatifs tels que les motocyclettes, qui sont coûteux. Les fournisseurs d'intrants ne sont pas non

plus autorisés à se déplacer librement pour acheminer les intrants vers les communautés. Ces difficultés auront un effet négatif sur la sécurité alimentaire en Ouganda.

DE NOMBREUX GOUVERNEMENTS ONT ÉLABORÉ DES PROTOCOLES POUR SOUTENIR LE SECTEUR AGRICOLE

De plus en plus de gouvernements reconnaissent que la pandémie de COVID-19 sera un problème à long terme et partant, la nécessité de gérer et de minimiser son impact sur les systèmes de santé, tout en permettant la reprise de l'activité économique. Au Kenya, par exemple, le gouvernement a annoncé un plan de relance économique de 503 millions de dollars pour lutter contre le COVID-19.

Le soutien du gouvernement dans les pays ciblés par l'AGRA comprend :

Des subventions aux intrants (Kenya, Ghana, Nigeria, Ouganda)

Les intrants agricoles ont été classés comme « essentiels », notamment au Kenya, au Malawi et au Rwanda. Toutefois, tous les pays d'Afrique subsaharienne ont implicitement classé les intrants comme essentiels en autorisant le commerce des intrants même pendant la période de confinement. Au Ghana, par exemple, le gouvernement a mis en place un programme de subvention des intrants afin que les agriculteurs puissent acheter des engrais et des semences auprès des négociants en produits agricoles.

Le Kenya coordonne sa riposte au COVID-19 par le biais d'une « *Cellule de crise* ». Il bénéficie de l'appui de l'AGRA pour développer les informations et les données requises dans l'ensemble du secteur.

Des programmes d'achat de céréales pour assurer aux agriculteurs un accès adéquat au marché, couplés à un prix minimum des céréales en Tanzanie, au Malawi et au Ghana. De nombreux autres pays prévoient d'acheter des céréales sur le marché intérieur afin de renforcer leurs réserves alimentaires.

Déploiement d'un ensemble de mesures fiscales et monétaires visant à stimuler la croissance économique :

Programme d'Atténuation des effets du coronavirus pour faciliter la reprise économique. (Éthiopie 1,3 milliard de dollars, Mozambique 700 millions de dollars, Malawi 136 millions de dollars)

Diminution des exigences réglementaires en matière de réserves pour les banques afin d'augmenter l'offre de crédit (Ghana)

Les PME de l'agroalimentaire (Ghana, Nigeria) :

Mise en place d'une facilité de syndication pour soutenir les secteurs pharmaceutique, hôtelier ; des services et de la manufacture (Nigeria).

Soutien à la protection sociale des personnes vulnérables et exclues (Kenya, Éthiopie, Nigeria)

RIPOSTE DE L'AGRA AU COVID-19

Mise en relation des agriculteurs avec les acheteurs et les transformateurs. Dans des pays comme la Tanzanie et le Mozambique où les marchés régionaux des cultures ne fonctionnent pas efficacement en raison des incidences des mesures d'atténuation du COVID-19, les équipes de l'AGRA mettent en relation les agriculteurs avec les négociants en produits agricoles, les acheteurs et les transformateurs.

Débloccage de financements pour les PME agroalimentaires. L'AGRA travaille avec la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (CEA) pour trouver la manière dont *Africa Exim Bank* peut soutenir les PME du secteur agricole afin qu'elles puissent avoir accès à des financements et continuer à mener leurs activités.

Coordination du soutien aux gouvernements. Dans tous les pays cibles de l'AGRA, nous participons et soutenons les efforts de coordination ainsi que l'élaboration des plans d'intervention contre le COVID-19.

L'AGRA a convoqué une réunion de 11 secrétaires permanents des ministères de l'agriculture de pays cibles afin de faire le point sur les changements induits par le COVID-19, les mesures qu'ils ont prises pour y répondre, leurs besoins et les leçons qu'ils ont apprises.

Soutien à la collecte et à l'analyse des données. Au Kenya, l'AGRA apporte son soutien au gouvernement pour la collecte et l'analyse des données par le biais de sa Cellule de crise du COVID-19.

Renforcement de l'innovation numérique pour les petits exploitants agricoles. En réponse au COVID-19, l'AGRA s'associe à ses partenaires technologiques pour fournir aux agriculteurs des contenus de vulgarisation intelligents par SMS.

Par exemple, en collaboration avec l'AGRA, Microsoft a développé une plateforme de dialogue en ligne (Kuzabot). Elle fournira aux petits exploitants agricoles des informations sur la formation et le développement de leur activité via WhatsApp et SMS. Elle leur fournira également des informations sur les bonnes pratiques agronomiques, des informations sur les parasites et les maladies (notamment le légionnaire d'automne et les criquets), des conseils sur l'adaptation de diverses variétés de cultures à leurs régions spécifiques et une liste d'agrodistributeurs.

A permis aux bénéficiaires de subventions et aux partenaires du secteur privé de riposter au COVID-19 en modifiant 65 % des subventions de l'AGRA.



Au Nigeria, l'AGRA a réaffecté environ 6 millions de dollars à la riposte au COVID-19.

Dans les États de Kaduna et du Niger (centre du Nigeria, voir carte), l'AGRA a identifié les principales activités de soutien, notamment :

1. Messages radio pour fournir des informations précises aux agriculteurs sur le COVID-19 et son impact sur leurs activités
2. Fourniture d'équipements de protection individuelle au personnel du ministère pour l'exercice de ses fonctions
3. Renforcement des échanges virtuels dans la mise en œuvre des projets ;
4. Soutien ciblé aux producteurs pour augmenter la production de denrées alimentaires de base (maïs, riz, soja, sorgho) et d'autres cultures essentielles

DERNIÈRES INFOS DE L'AGRA SUR LE COVID-19

Appel à l'action pour le soutien des gouvernements aux femmes dans l'agriculture face au COVID-19

Avec ses partenaires sur le continent, l'AGRA a lancé un appel à l'action aux gouvernements d'Afrique, à la communauté du développement et au secteur privé pour qu'ils déploient d'urgence des ressources afin d'aider les femmes à accéder aux ressources nécessaires pour mener des activités agricoles, protéger leurs petites entreprises de la faillite et pour amplifier leur voix tout au long de cette pandémie et enfin, pour attirer un soutien ciblé pour la reprise. Cliquez [ici](#) pour lire le communiqué de presse. Une enquête auprès des femmes petits exploitants agricoles est également organisée dans le cadre de cet appel à l'action.

COVID-19 : APERÇU DE LA SITUATION ET DES RÉPONSES PAR PAYS

Pays + résumé de la situation actuelle	Difficultés posée par le COVID-19	Riposte du gouvernement	Activités de l'AGRA
Saison de plantation			
<p>Burkina Faso. Le confinement a été levé le 4 mai. Les espaces publics continuent de s'ouvrir progressivement.</p>	<p>Du fait des restrictions sur les rassemblements, il est difficile d'atteindre les parties prenantes.</p>	<p>Allocation du gouvernement de 50 millions de dollars au secteur agricole. 25 000 tonnes de céréales seront vendues aux personnes vulnérables à un prix subventionné.</p>	<p>L'AGRA favorise l'agriculture contractuelle, fournit une évaluation des besoins en intrants et met en relation les organisations paysannes avec des partenaires financiers.</p>
<p>Éthiopie. Les États de la région ont assoupli les restrictions aux déplacements et il n'y a aucune restriction au commerce des céréales. Des intrants agricoles sont en cours de distribution. 8,5 millions de personnes sont en situation d'insécurité alimentaire en raison de l'invasion de criquets.</p>	<p>Le gouvernement continue d'assouplir les restrictions ; pas de nouvelles difficultés.</p>	<p>Fonds de riposte anti COVID-19 de 1,3 milliards de dollars du gouvernement et des donateurs internationaux. Le gouvernement prévoit un plan de relance de 2,4 milliards de dollars, dont 40 millions pour les coopératives de producteurs. Il est prévu d'étendre considérablement les surfaces dédiées au blé afin de réduire la dépendance aux importations.</p>	<p>L'AGRA travaille avec les bénéficiaires de subventions pour préparer la saison de plantation.</p>
<p>Ghana. Les vols intérieurs ont repris et les restrictions à la circulation ont été levées. Le confinement partiel a été levé et il n' a plus aucune restriction sur la circulation des personnes et des biens à l'intérieur du pays, mais les frontières terrestres avec les pays voisins (Togo, Côte d'Ivoire et Burkina Faso) sont restées fermées. La Réserve alimentaire du Ghana est principalement entre les mains du secteur privé, des agrégateurs et des transformateurs. Environ 1,5 million de personnes au Ghana</p>	<p>L'équipe continue à soutenir ses partenaires tout en mettant en œuvre des programmes pour la prochaine saison de plantation.</p>	<p>Incitations fiscales et monétaires aux banques commerciales pour augmenter l'offre de crédit au secteur privé - programme de crédit de 120 millions de dollars américains pour soutenir les PME. La BM a fourni 100 millions de dollars pour lutter contre le COVID-19, dont 35 millions de dollars de soutien d'urgence pour améliorer le système de riposte. Le Programme d'atténuation des effets du coronavirus a été lancé le 19 mai pour soutenir les entreprises. Les riziculteurs bénéficieront</p>	<p>Le Ghana a effectué un examen virtuel du JRRC (Comité conjoint d'examen des résultats) au cours duquel toutes les activités de préparation du deuxième trimestre pour la saison de plantation ont été partagées.</p> <p>AGRA Ghana a organisé un webinaire sur l'impact du COVID-19 sur l'agriculture avec la participation d'acteurs publics et privés.</p>

<p>(environ 5 % de la population) sont en situation d'insécurité alimentaire et 2 millions de personnes seraient vulnérables à l'insécurité alimentaire si le COVID venait à perturber la saison de plantation 2020. Les plantations ont commencé et 60 % de la demande des agriculteurs en semences et en engrais est assurée.</p>		<p>d'une partie du Plan de relance du gouvernement d'un montant de 600 MM de Cedi (120 MM\$) pour les PME.</p>	
<p>Kenya. Augmentation de 10 à 20 % du prix des denrées alimentaires dans les zones urbaines en raison des restrictions aux déplacements, des inondations et de la fermeture des frontières. 80 % des marchés alimentaires sont ouverts avec un taux de conformité de 30 %.</p> <p>70 % des marchés de bétail sont toujours fermés dans l'attente des directives concernant les marchés aux enchères</p> <p>17 000 tonnes de produits et de fleurs exportés, signe d'une reprise du secteur, bien que très lente, associée à des préoccupations concernant les coûts de fret. 1,8-3 \$ par Kg contre 0,5-, 18 \$ avant le COVID-19.</p>	<p>Les restrictions sur les rassemblements empêchent la tenue de formations en présentiel.</p>	<p>Des transferts d'argent aux plus vulnérables sont en cours. Cellule de crise mise en place avec l'AGRA.</p> <p>Le gouvernement a annoncé un plan de relance économique de 503 millions de dollars pour lutter contre le COVID-19</p>	<p>L'AGRA fournit un soutien à la Cellule de crise du gouvernement. L'Équipe soutient la numérisation pour les conseillers de villages afin de fournir des formations.</p>
<p>Mali. Couvre-feu levé le 9 mai. Achats de produits alimentaires : 38 millions de dollars, Montant obtenu : 25,5 millions de dollars ; déficit : 12 millions de dollars. Personnes vivant dans</p>	<p>Les prix des denrées alimentaires ont augmenté et les voyages de nuit sont limités.</p>	<p>Le Mali bénéficie d'un accord avec les pays du G20 et le Club de Paris pour le gel des paiements de la dette des 77 pays les plus pauvres à compter du 1^{er} mai jusqu'à la fin de l'année. Cela lui permettra</p>	<p>Activités de préparation de la campagne en cours : Ces activités comprennent :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Préparation de la saison de plantation dans chaque sous-région - facilitation de l'accès des agriculteurs au marché des intrants

<p>l'insécurité alimentaire : 3,5M entre mars et mai, 5M entre juin et août</p>		<p>de libérer des fonds pour la lutte contre la pandémie. Ce nouvel allègement de la dette permettra au gouvernement d'économiser 23 milliards de francs CFA (40 millions de dollars).</p>	<ul style="list-style-type: none"> - facilitation de la distribution des engrais par le biais d'un système de distribution électronique à mettre au point - Soutien du ministère de l'Agriculture dans l'élaboration d'un plan d'intervention pour la prochaine saison de plantation et de commercialisation
<p>Nigeria. Couvre-feu de 20h à 6h du matin mais assouplissement des restrictions aux déplacements. Les agriculteurs peuvent acheter des intrants et le gouvernement leur a fourni des laissez-passer ainsi qu'aux négociants en produits agricoles. Ils peuvent circuler librement. La contribution du secteur agroalimentaire au PIB devrait diminuer de 18 % et le taux de pauvreté national a augmenté de 15 % pour atteindre 30 millions de personnes</p>	<p>Accès limité aux intrants et aux services des agents de vulgarisation en raison de la restriction des déplacements. Les formations des agriculteurs ont été ralenties en raison des restrictions sur les rassemblements.</p>	<p>L'Allemagne a fourni 5,5 millions d'euros supplémentaires (@ 2,2 milliards de Naira (N)) au Nigeria (aide humanitaire). Nestle Nigeria a contribué à hauteur de plus de 700 millions de Naira à la riposte au COVID-19. Les dons d'autres gouvernements privés et régionaux continuent d'affluer pour appuyer la riposte au COVID. -Commission de développement du Delta du Niger 1, milliard de Naira -Nigeria Breweries : N60 millions de Naira</p>	<p>L'Équipe de pays de l'AGRA continue de travailler avec ses partenaires pour soutenir les agriculteurs pendant la saison de plantation en cours.</p>
<p>Rwanda. Restrictions aux déplacements et couvre-feu en place. Quarantaine de 14 jours pour les personnes et désinfection des camions traversant la frontière. Tous les marchés de produits alimentaires sont ouverts et 7 000 tonnes de denrées alimentaires sont exportées</p>	<p>Le commerce transfrontalier avec les voisins représente un défi.</p>	<p>L'équipe de l'AGRA continue de soutenir les agriculteurs par le biais des activités prévues pour le deuxième trimestre. L'équipe prévoit de reprendre les visites sur le terrain dans le respect des directives du gouvernement en matière de protection de la santé.</p>	<p>L'assouplissement par le gouvernement des mesures contre le COVID-19 semble favoriser un retour à une certaine normalité.</p>

<p>Ouganda. L'Ouganda est en pleine saison de plantation. Le désherbage est la principale activité sur le terrain. Confinement en vigueur depuis la mi-mars avec interdiction de circulation des transports publics et privés. Les points de vente d'intrants agricoles et les marchés de produits alimentaires sont autorisés à condition qu'ils suivent les directives du gouvernement. Levée prévue à partir du 2 juin. 2,4 millions de personnes supplémentaires pourraient souffrir de la faim, principalement en raison des inondations.</p>	<p>Dans certaines régions de l'Ouganda, les inondations menacent les vies des populations et les activités agricoles.</p> <p>La restriction des déplacements constitue un autre défi.</p>	<p>Le gouvernement de l'Ouganda a reçu le soutien de partenaires de développement, notamment :</p> <p>-USG 3,4 millions de dollars - 31,6 millions de dollars américains - Le FMI a approuvé 491,5 millions de dollars américains pour lutter contre le COVID-19 - 5,5 millions de dollars américains du secteur privé pour l' aide alimentaire et l'équipement médical - Le gouvernement a consacré 15 millions de dollars américains à l' aide alimentaire - Le FIDA a lancé la Facilité de stimulation pour les pauvres des zones rurales, une enveloppe de 40 millions de dollars américains pour plusieurs pays dont l'Ouganda</p>	<p>L'AGRA organise une réunion avec les acteurs du gouvernement et du secteur des semences pour discuter des points suivants :</p> <p>Riposte du secteur des semences au COVID-19</p> <p>Logistique et livraison des semences dans le dernier kilomètre</p> <p>Respect de la qualité, orientation politique et propositions d'interventions gouvernementales</p> <p>Soutien aux PME dans l'accès aux services financiers en vue de la saison des récoltes</p>
<p>Saison des récoltes</p>			
<p>Malawi. Récolte exceptionnelle estimée à 3,7 millions de tonnes de maïs - pour un besoin national de 3,1 millions de tonnes.</p>	<p>Le commerce des céréales est limité en raison de la restriction des déplacements ; difficultés de manutention d'après récolte.</p>	<p>Le gouvernement a alloué 22 millions de dollars à l'agriculture sur le budget total de la riposte au COVID-19. 14 millions de dollars ont été mis de côté pour fournir une subvention par l'intermédiaire de la Société de développement agricole et de commercialisation (ADMARC). Ce montant permettra d'acheter 50K MT de maïs. En outre, 6,7 millions de dollars ont été mis de côté pour reconstituer la réserve alimentaire stratégique</p>	<p>L'équipe de l'AGRA Malawi poursuit ses échanges avec le gouvernement et le groupe de travail des donateurs.</p>

<p>Tanzanie. Les activités agricoles sont en cours. Le gouvernement encourage le commerce des céréales et d'autres produits alimentaires, tant au niveau national qu'international. Le Parlement a approuvé l'achat de 750 000 tonnes de céréales pour augmenter le stock de sécurité du pays.</p>	<p>La limitation des mouvements régionaux affectera la livraison des intrants pour la prochaine saison de plantation de juillet. Les stratégies de commercialisation des récoltes devront être adaptées.</p>	<p>Le ministère de l'agriculture a approuvé un budget permettant d'utiliser pleinement la capacité améliorée de l'Agence nationale de la réserve alimentaire (NFRA), qui est passé de 250 000 à 750 000 tonnes.</p>	<p>Les partenaires de l'AGRA continuent d'apporter leur soutien pour faciliter l'accès au marché ; ils prévoient de faciliter la vente de 641 000 tonnes de céréales.</p>
<p>Mozambique. État d'urgence en place et restrictions des déplacements. Renforcement des mesures préventives axées sur la distanciation sociale et le port obligatoire du masque. Les vendeurs doivent respecter des mesures sanitaires strictes à l'approche de la récolte. Le pays est en situation d'urgence alimentaire ; une seule frontière est ouverte pour permettre l'entrée des denrées alimentaires dans le pays.</p>	<p>De nombreuses activités sur le terrain ont été annulées en raison des restrictions des déplacements imposées par le gouvernement en raison de la pandémie de COVID-19.</p>	<p>Le plan d'intervention du gouvernement COVID-19 s'est concentré sur des lignes de crédit subventionnées pour les acteurs de la chaîne de valeur, y compris pour l'importation d'intrants, la réduction des cotisations de sécurité sociale pour couvrir les coûts des équipements de protection individuelle des travailleurs du secteur. Le plan est actuellement en cours de révision suite aux commentaires des partenaires de développement.</p>	<p>L'équipe de l'AGRA continue à travailler avec les bénéficiaires de ses partenaires pour soutenir les agriculteurs pendant la saison des récoltes. Le soutien de l'AGRA se poursuivra dans le cadre de la collaboration continue avec l'AgRED¹ sur la réponse au COVID-19</p>

RESSOURCES FINANCIÈRES ENGAGÉES PAR LES DONATEURS ET LES ORGANISATIONS INTERNATIONALES
CLIQUEZ [ICI](#) POUR Y ACCÉDER.



¹ Groupe des partenaires de développement pour l'Agriculture et le développement rural